



23. Juli 2021



Nationale Tageszeitung

Seite 1-3 / 142'382 mm²

CHF 8'620 Werbewert



39'086 Auflage

La Liberté
026 426 44 11

Le renouvelable à promouvoir

ENERGIE Président de l'Association des entreprises électriques suisses, le Fribourgeois Michael Wider veut accélérer la cadence en matière d'énergies vertes. Cela passe par une simplification des procédures, la construction d'infrastructures prenant trop de temps en Suisse. A ses yeux, le nucléaire doit surtout servir à sécuriser l'approvisionnement durant la période de transition. **>> 2/3**

Président de l'Association des entreprises électriques suisses, le Fribourgeois Michael Wider prône les

«MISONS SUR LES

« PHILIPPE BOEGLIN

Energie » Lorsqu'on parle de relations à l'Europe et de tournant climatique, deux des grands dossiers politiques du moment, l'enjeu énergétique n'est jamais très loin. Parmi les acteurs en vue, on retrouve le Fribourgeois Michael Wider, président de l'Association des entreprises électriques suisses (AES), Entretien.

Le Conseil fédéral a coulé l'accord-cadre avec l'Union européenne, rendant impossible la signature d'un accord sur l'électricité. La branche le regrette. Quels avantages ce traité aurait-il procurés?

Michael Wider: La Suisse fait partie intégrante du réseau européen interconnecté depuis 1958. C'est probablement un des seuls domaines où l'imbrication industrielle est aussi étroite. L'intégration est double: physique et commerciale. Un accord sur l'électricité aurait maintenu cette situation, permis aux acteurs suisses de continuer à accéder aux plateformes commerciales, et simplifié les importations et exportations nécessaires à notre approvisionnement.

L'absence d'accord menacerait la stabilité du réseau...

En effet. Le gestionnaire du réseau Swissgrid n'est plus assis à toutes les tables avec ses homologues européens et ne participe dès lors plus à la planification et à la coordination des flux du réseau interconnecté. Résultat, il n'est notamment plus averti assez tôt lorsqu'une charge importante de courant transite par la Suisse, par exemple de l'Allemagne à l'Italie. Cela pose problème pour la stabilité du réseau. Swissgrid doit intervenir beaucoup plus souvent. Il y a quelques années, il faisait 5 à 6 corrections par jour sur le réseau suisse. Aujourd'hui, on parle de 20 à 30 corrections quotidiennes.

Les producteurs suisses d'électricité accusent-ils des pertes économiques?

Les producteurs ne peuvent plus participer à toutes les plateformes commerciales et ne se trouvent plus en position optimale pour valoriser leur énergie. Aujourd'hui, c'est grâce à l'augmentation du prix du CO₂ que le prix de gros de l'électricité augmente. Par conséquent, les pertes financières restent supportables, mais à moyen et long terme, cela pourrait bien sûr changer.

Swissgrid peut intervenir pour stabiliser les infrastructures, et les producteurs ne déplorent pas de pertes importantes. N'exagère-t-on pas l'importance de cet accord avec l'UE?

Contrairement à d'autres dossiers de politique européenne, comme l'accord institutionnel, il n'est ici pas question d'adhérer à des institutions, mais bien d'exclusion de structures communes existantes. C'est complètement différent. Certains politiciens nous demandent si nous pourrions fonctionner en autarcie. Cette croyance omet deux délicates réalités: l'électricité ne s'arrête pas aux frontières, nous continuons de faire partie du réseau interconnecté européen et nous avons un important besoin d'importations en hiver.

Pour résoudre ce problème, ne faudrait-il pas davantage stocker le courant lors des périodes estivales d'abondance?

Pour assurer la sécurité de l'approvisionnement, nous devons être particulièrement attentifs à la production d'électricité en hiver et augmenter les capacités de stockage. Il y a certainement des producteurs disposant d'énergie hydroélectrique

qui seraient d'accord d'entreposer de l'eau pendant les mois favorables de septembre-octobre-novembre, pour l'exploiter ensuite durant la phase difficile de février-mars-avril. Cela à une condition: recevoir une rémunération adéquate. De manière générale, il faudra introduire, sous une forme ou une autre, une prime pour la sécurité de l'approvisionnement.

Si l'autonomie totale n'est pas possible, les pays voisins ont quand même tout intérêt à conserver de bonnes relations avec le secteur électrique suisse, vu l'interconnexion des réseaux...

La Suisse détient une position géographique de choix, en plein cœur de l'Europe. Des discussions sont d'ailleurs en cours avec les partenaires limitrophes pour trouver des solutions provisoires. Mais il ne faut pas surestimer la dépendance des autres pays à notre égard. C'est surtout l'Italie qui souffrirait d'une dégradation des relations: une part importante des transits nord-sud passent par la Suisse. Et rien n'est gravé dans le marbre. Des plans de contournement de la Suisse figurent, en tant que variante, sur la table des Etats européens. L'UE exige aussi des membres qu'ils réservent 70% de leurs capacités de réseau transfrontalières pour le marché commun européen, ce qui réduit la marge de manœuvre de nos voisins.



«Il ne faut pas traîner et augmenter massivement les énergies renouvelables»

Michael Wider

Connaîtrons-nous des problèmes d'approvisionnement dans quelques années?

L'approvisionnement équivaut à une équation assez simple. Les axes production/consumation et exportation/importation doivent toujours s'équilibrer sur le plan physique, mais être «plus grand que 0» sur le plan économique. La décarbonisation entraînera une électrification, ce qui fera augmenter la consommation ces prochaines années déjà, malgré toutes les mesures d'efficacité. D'ici à 2050, la Confédération prévoit une hausse de la consommation annuelle d'un facteur 1.4 (de 60 TWh à 84 TWh), une estimation que je trouve conservatrice.

Ne faut-il pas prolonger les centrales nucléaires?

La population suisse a fait son choix, en approuvant la Stratégie énergétique 2050 et la sortie progressive du nucléaire. Les centrales existantes fournissent de l'énergie en ruban, précieuse et exempte de CO₂. Elles peuvent sécuriser notre approvisionnement durant la période de transition, et éviter de nous rendre encore plus dépendants des importations. Cela dit, il ne faut pas traîner et augmenter massivement les énergies renouvelables. »



La Suisse détient une position géographique de choix, en plein cœur de l'Europe, en matière de déploiement du réseau électrique.

Un plaidoyer pour le retour du nucléaire

Magdalena Martullo-Blocher plaide pour la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Suisse.

La construction d'une nouvelle centrale nucléaire. La proposition a déjà été évoquée par le passé à la droite du parlement. Magdalena Martullo-Blocher l'a remise sur la table face aux craintes de pénurie d'électricité. Selon la conseillère nationale grisonne UDC, il faut poursuivre l'exploitation des centrales nucléaires existantes et, à terme, en construire une nouvelle.

Michael Franck, directeur de l'Association des entreprises électriques suisses (AES), n'en est pas convaincu. A ses yeux, la question de la sécurité d'approvisionnement se posera principalement après 2035, qui pourrait sonner l'abandon du nucléaire en Suisse. «Nous avons besoin de solutions à ce stade», observe-t-il. «Même avec un large consensus politique, une nouvelle centrale nucléaire ne serait pas construite d'ici à 2035. La question de savoir si de nouvelles centrales nucléaires doivent

être discutées dépend des développements technologiques et du débat politique.» Et à ce niveau, malgré les difficultés pour la Suisse d'atteindre ses ambitions en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la fédération des entreprises électriques du pays mise sur les énergies vertes.

«En priorité, nous devons faire avancer la construction de productions renouvelables en Suisse», appuie le directeur. «La production renouvelable est bonne pour le climat et donc aussi pour la biodiversité. Pour cela, nous avons besoin d'une mise en œuvre pragmatique de la stratégie énergétique et de moins d'opposition idéologique aux nouveaux projets.»

L'énergie photovoltaïque, hydroélectrique ou les importations d'électricité en provenance de l'UE? Dans une interview publiée jeudi dans le *Blick*, Magdalena Martullo-Blocher ne compte pas dessus pour combler le déficit en électricité. La Suisse ne peut pas se permettre de fermer ses cen-

trales nucléaires et de perdre un tiers de sa production d'électricité, souligne-t-elle. Elle estime que la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga doit maintenant prendre ses responsabilités et résoudre le problème de la pénurie d'électricité. Elle doit déterminer avec les exploitants de centrales nucléaires comment prolonger la construction de productions existantes. Le Conseil fédéral a d'ailleurs entamé des discussions avec les exploitants de centrales nucléaires dans l'hypothèse d'une prolongation de leur durée de vie qui pourrait être de dix ans.

La réaction des Verts ne s'est pas fait attendre. Dans une prise de position, la députée Delphine Klopfenstein Broggi estime la proposition «absurde». «Une nouvelle centrale ne contribue en rien à effectuer rapidement le tournant énergétique. Il faut des décennies pour qu'elle produise de l'électricité.» Par ailleurs, «une centrale représente un gros risque sécuritaire», estime la Genevoise. » **TJ, AVEC ATIS**

énergies renouvelables et le renforcement des liens avec l'Union européenne

ÉNERGIES VERTES»



«LE STATU QUO NOUS NUIT»

Pour remplacer le nucléaire à l'avenir, on parle beaucoup d'électricité photovoltaïque (solaire) et éolienne. Mais les quantités produites demeurent bien en deçà de l'hydraulique et du nucléaire, et les oppositions des habitants ou des collectivités ralentissent ou bloquent la pose d'installations...
Michael Wider: C'est un réel problème. La construction d'infrastructures prend beaucoup trop de temps. La Suisse de l'énergie est comme un sportif qui ne vise qu'à maintenir son niveau: au bout du compte, elle finira par perdre. Le statu quo ne peut que nous faire du tort. Des mesures d'accélération et des simplifications de procédure s'imposent.

1,4
 C'est le facteur de hausse de la consommation annuelle d'électricité d'ici à 2050

Ne serait-ce pas à la branche de faire preuve de pragmatisme et d'abandonner autant l'éolien que les nouvelles centrales hydroélectriques, vu les résistances des riverains et des défenseurs du paysage et de la biodiversité?
 Je pense qu'il faut travailler sur toutes les formes d'énergie renouvelable, car chaque kilowattheure comptera. Et les alternatives sont beaucoup moins bonnes. Le gaz, par exemple, engendrerait de nouvelles dépendances et émet du CO₂. Il faut donc investir dans les énergies renouvelables: les investissements doivent redevenir attractifs en Suisse. Pour que les projets soient réalisables, il faut du pragmatisme et de la volonté politique et sociétale, pour lever les obstacles et aller de l'avant.

Le Conseil fédéral et la ministre de l'Énergie, Simonetta Sommaruga, proposent une libéralisation partielle du marché de l'électricité, qui casserait le monopole des fournisseurs cantonaux pour les petits clients, comme les ménages. La gauche s'y attaque, tout en prônant le tournant énergétique...

Le client est assez mature pour choisir son fournisseur et sa technologie favorite. Il est à mon avis juste de miser, dans ce cas, sur les marchés, car ils ont la faculté de stimuler l'innovation et l'efficacité.

La libéralisation, déjà rejetée dans le passé par le peuple, réveille des craintes touchant à la sécurité de l'approvisionnement. Le Conseil fédéral veut rassurer avec une réserve stratégique. Mais qui aura envie de l'alimenter?

La réserve stratégique est un pas dans la bonne direction. Pour motiver les producteurs à y contribuer, il faudra proposer une rémunération ne suffisant pas les fluctuations du prix du marché. La réserve stratégique ne suffira cependant pas, car elle ne fera pas produire un kilowattheure de plus. Une extension de la production hivernale est indispensable et doit être incitée par d'autres mesures (citées plus haut, ndlr).

Le Conseil fédéral veut aussi prolonger l'encouragement aux énergies renouvelables via le prélèvement payé par le consommateur. La branche ne brasse-t-elle pas suffisamment d'argent pour s'en sortir sans aide publique?
 Sans soutien, les énergies renouvelables ne pourront pas se développer. Aucun pays en Europe n'a laissé le marché régler à lui seul le tournant énergétique. Le prolongement de l'encouragement est d'autant plus judicieux que ce n'est pas seulement la branche électrique qui est appelée à investir, mais aussi les particuliers, les entreprises, les institutions. Les dogmes, les oppositions récurrentes et le manque de volonté nous placeront face à de grandes difficultés. Il est temps de changer cela. » PBO